

POURQUOI LE M'PEP REPOND-IL FAVORABLEMENT A L'APPEL A REJOINDRE LE FRONT DE GAUCHE ?

(2ème partie)

Par le Mouvement politique d'éducation populaire (M'PEP) Le 1er mars 2009.

Sommaire

- * MALGRE DES DIFFERENCES AVEC CERTAINES POSITIONS DU PCF ET DU PG, LE M'PEP (...)
- * LES POSITIONS DU M'PEP SONT-ELLES COMPATIBLES AVEC CELLES DU FRONT DE GAUCHE (...)
- * Nationalisme
- * Protectionnisme
- * Isolationnisme
- * MESURER CORRECTEMENT LES ENJEUX DE CETTE ELECTION EUROPEENNE

MALGRE DES DIFFERENCES AVEC CERTAINES POSITIONS DU PCF ET DU PG, LE M'PEP SOUHAITE ENTRER AU FRONT DE GAUCHE

L'analyse et les propositions du M'PEP sur la question européenne rejoignent pour l'essentiel les positions du PCF et du PG. Néanmoins, le M'PEP se distingue sur quatre questions :

1) Le M'PEP ne conteste pas seulement les politiques de l'Union européenne (l'eurolibéralisme), il conteste également toute la conception de cette union européenne qui a été mise en place pour empêcher les politiques de gauche. Elle fonctionne comme un système d'aliénation, d'exploitation et de domination au service des classes dirigeantes. Il faut donc s'attaquer aux bases mêmes de l'Union européenne pour les refonder entièrement.

2) Le M'PEP ne veut pas limiter la nouvelle construction européenne aux 27 pays membres actuels, mais aller bien au-delà : « de l'Atlantique à l'Oural », en nouant des relations privilégiées avec les pays de la rive sud de la Méditerranée.

3) Le M'PEP considère que l'Union européenne (comme chaque pays membre) devrait prendre des mesures protectionnistes pour protéger l'environnement et les salariés, dans le cadre universaliste de la Charte de La Havane. Pour obtenir des informations sur la Charte de La Havane, cliquez ici

4) Le M'PEP estime que la réflexion et les propositions sur la « construction » européenne doivent être très concrètes et s'inscrire dans la réalité idéologique, politique et électorale européenne contemporaine. C'est pourquoi le M'PEP préconise des formes de « désobéissance » européenne, par exemple en refusant la transposition dans le droit français (et dans le droit des autres pays membres) des directives européennes de libéralisation (du commerce international, de la finance, du « marché » du travail, des services publics...). C'est pourquoi, dans le cas de l'avènement d'un véritable gouvernement de gauche en France ou dans d'autres pays, le M'PEP pense qu'il faudra prôner la « désobéissance européenne » si l'Union européenne tente d'entraver la mise en œuvre des politiques de gauche, voire même, en dernier ressort, la sortie de l'Union européenne pour reconstruire une nouvelle alliance européenne sur d'autres bases.

Ces analyses ont été développées dans le discours de Jacques Nikonoff, porte-parole du M'PEP, lors du premier meeting du Front de Gauche à Frontignan (34) le 5 février :

- * Le discours
- * La vidéo

LES POSITIONS DU M'PEP SONT-ELLES COMPATIBLES AVEC CELLES DU FRONT DE GAUCHE ?

Nous pensons que oui. Cependant, nous comprendrions parfaitement que les dirigeants du PCF et du PG, qui ne connaissent pas nécessairement les analyses du M'PEP ou n'en ont qu'une vision superficielle, puissent s'inquiéter lorsque nous utilisons le mot « protectionnisme » ou que nous évoquons l'hypothèse de la sortie de l'Union européenne. Ils pourraient même – comme nous l'avons entendu ici ou là – considérer que le M'PEP a des positions « nationalistes », et qu'il serait un partenaire encombrant. Dès lors, il serait logique que ces dirigeants redoutent, au cas où le M'PEP entrerait au Front de Gauche, une utilisation par les grands médias de ce « nationalisme » supposé du M'PEP pour tenter d'affaiblir le Front de Gauche.

Nationalisme ?

Rappelons d'abord une évidence : le M'PEP n'est pas nationaliste ! Le nationalisme est une doctrine qui affirme la prééminence de l'intérêt de la nation par rapport aux intérêts des groupes, des classes et des individus qui la composent, et qui manifeste un certain mépris pour les autres nations. Ce n'est évidemment pas la position du M'PEP qui est internationaliste.

Le M'PEP considère que le lieu principal du combat idéologique, politique, électoral, social, est la nation. C'est ce que démontrent, d'ailleurs, avec éclat, les expériences de gauche en Amérique du Sud. Le M'PEP considère que le combat contre le capitalisme doit également se mener à l'échelle mondiale, et qu'il convient par conséquent de rassembler les peuples et les nations dans un nouvel internationalisme. C'est aussi ce que montrent les expériences de la gauche en Amérique latine.

Le tabou qui avait frappé la nation comme lieu pertinent de résolution des problèmes économiques et sociaux, lancé comme une fatwa au début de la révolution conservatrice, n'est plus qu'une vieillerie. La crise du capitalisme néolibéral en administre la preuve : aucune décision mondiale ou européenne n'a été prise pour sauver le capitalisme ! Toutes les décisions – plans de « sauvetage » des banques, plans de « relance », etc. – ont été prises à l'échelon national : à Washington, à Berlin, à Paris, à Londres. Il ne faudrait pas que certaines composantes de la gauche retardent sur ces questions, alors que la droite ne croit même plus à ce qu'elle professait il y a encore quelques mois... Le seul internationalisme de la droite, c'est celui des multinationales !

Protectionnisme ?

Les dirigeants du PCF et du PG pourraient également s'inquiéter que le Front de Gauche soit associé, par l'intermédiaire de certains de ses éléments (par exemple le M'PEP), à la notion de « protectionnisme ». Là encore, il faut le rappeler, le M'PEP n'est pas protectionniste. Il ne croit pas que le protectionnisme soit une politique de gauche – pas plus que le libre-échange -, ou que la protectionnisme soit favorable à l'émancipation collective et individuelle. Le protectionnisme ne peut pas être un système, il n'est pas l'alternative au libre-échange. En revanche, le M'PEP se prononce pour des « mesures » protectionnistes dans le cadre universaliste de la Charte de La Havane qui conçoivent le commerce international comme une coopération mutuellement avantageuse entre les pays. Ce n'est pas du tout pareil. D'ailleurs le PG lui-même se prononce pour la « Mise en place d'un bouclier douanier européen », ce qui est clairement du protectionnisme sans utiliser le mot. Certes, d'aucuns pourraient considérer que tout cela relève de la sémantique, et que c'est trop compliqué pour que les citoyens comprennent. Ces derniers risqueraient de ne retenir qu'une seule chose : le mot « protectionnisme ». Or, comme celui-ci est diabolisé par les classes dirigeantes (et par les principaux responsables du Parti socialiste, dont messieurs Lamy et Strauss-Kahn), les électeurs se détourneraient du Front de Gauche.

Deux choses :

1) La gauche doit mener la bataille des mots. Un des aspects de la guerre idéologique déclenchée par la révolution conservatrice a été l'inversion du sens de certains mots stratégiques ou même leur disparition complète du vocabulaire. C'est le cas, par exemple, de « classes sociales », « ouvriers », « lutte des classes », « capitalisme », etc. Ainsi le « libre-échange » serait bien et le « protectionnisme » serait mal. En étant muette ou ambiguë sur la question, la gauche laisse le terrain libre à l'adversaire. Il faut mener le combat !

2) Il ne faut pas considérer que les électeurs ne vont pas comprendre. Les électeurs, particulièrement ceux de gauche, attendent un discours de vérité. Et la question du commerce international est centrale, puisque c'est le libre-échange qui caractérise le mieux les politiques de mondialisation qui ont conduit à l'écrasement des salaires et du salariat. Il faut donc remettre en cause le libre-échange et faire de cette question un débat de masse accessible à la population. D'ailleurs, tous les sondages de ces dernières années montrent que des mesures protectionnistes sont attendues par l'électorat populaire. Le dernier, organisé par Le Figaro le 13 février 2009, montre que 64 % des personnes interrogées répondent OUI à la question : « La crise justifie-t-elle des mesures protectionnistes ? »

Isolationnisme ?

Les dirigeants du PCF et du PG pourraient enfin s'inquiéter que le M'PEP évoque la « sortie » de l'Union européenne. Rappelons encore une fois que notre position sur l'Europe n'a pas pour objectif la sortie de l'Union européenne. Nous disons simplement qu'il est nécessaire d'envisager cette hypothèse ultime – au demeurant parfaitement légale - si tout avait été tenté pour faire bouger l'Europe, et que rien n'avait réussi. C'est une obligation d'honnêteté politique vis-à-vis des électeurs. Il ne faudrait pas que certaines sensibilités de la gauche passent à côté des évolutions profondes de la société et interprètent de manière erronée le sentiment anti-européen qui se développe parmi les peuples des Vingt-Sept. Dans un sondage BVA de juin 2008, pour 33 % des Français interrogés, la « construction » européenne constitue une source de crainte, contre 30% seulement qui la perçoivent plutôt comme un motif d'espoir. En 2003, 61% des Français disaient percevoir la « construction » européenne comme une source d'espoir. Tandis que seuls 13% des ouvriers voient dans la « construction » européenne une chance, c'est le cas de 49% des cadres supérieurs. Dans un autre sondage, réalisé par TNS Sofres en septembre 2008, seuls 38% des Français se perçoivent comme des citoyens de l'Europe, tandis que 62% d'entre eux indiquent ne pas se sentir « citoyens de l'Europe ». C'est la fin du mythe européen.

Le M'PEP représente un courant d'opinion en croissance rapide dans l'électorat de gauche qui conteste radicalement le mode actuel de construction européenne au nom de l'internationalisme. Un Front de Gauche digne de ce nom, qui se doit de respecter les différentes sensibilités présentes à gauche – ce qui est d'ailleurs la condition de son succès -, ne peut s'en passer, sauf à restreindre ses ambitions et à risquer de ralentir une dynamique qui pourrait naître pour la construction d'une grande force politique de gauche.

MESURER CORRECTEMENT LES ENJEUX DE CETTE ELECTION EUROPEENNE

Il s'agira d'abord de dire NON ! Et même de dire 3 fois NON :

- * NON au Traité de Lisbonne !
- * NON aux listes et aux partis pro-système qui vont se présenter à cette élection !
- * NON au caractère antidémocratique, dictatorial, tyrannique de l'Union européenne !

* Il faut même ajouter un quatrième NON : NON à Sarkozy !

L'enjeu de cette élection européenne sera aussi de dire OUI Un triple OUI :

- * OUI à une véritable union construite entre tous les peuples et nations du continent européen.
- * OUI à l'Union de la gauche de gauche – ou à la « vraie » gauche - à l'échelle européenne !
- * OUI à l'union de la gauche de gauche – de la « vraie » gauche -, en France !